

INTERNATIONAL • GUERRE EN UKRAINE

Guerre en Ukraine : la coalition des volontaires toujours en quête d'un appui américain

Réunis en visioconférence, jeudi, à Paris, les Européens avec Volodymyr Zelensky espéraient l'aval de Donald Trump, après leur promesse d'offrir à Kiev des « garanties de sécurité », en cas de cessation des hostilités. S'il n'y est plus hostile, le président américain tergiverse, conditionnant l'action de l'UE.

Par Claire Gatinois et Philippe Ricard

Publié hier à 04h30, modifié hier à 09h29 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



L'envoyé spécial des Etats-Unis Steve Witkoff (de dos), le président français Emmanuel Macron et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lors de la réunion de la « coalition des volontaires », à l'Élysée, à Paris, le 4 septembre 2025. KAMIL ZIHNIUGLU POUR « LE MONDE »

Ils étaient plus d'une dizaine d'Européens, suspendus aux lèvres du chef de la plus grande puissance mondiale, attentifs aux éventuels soubresauts de son humeur. Depuis le salon des ambassadeurs, au palais de l'Élysée, jeudi 4 septembre, le président français, Emmanuel Macron, et son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, accompagnés par les dirigeants britannique, Keir Starmer, allemand, Friedrich Merz, et italien, Giorgia Meloni, ont passé près de deux heures en conférence téléphonique avec Donald Trump, pour tenter d'arracher l'aval formel des Etats-Unis à leur démarche en faveur de Kiev.

Lire aussi | [En direct, guerre en Ukraine : toute force occidentale en Ukraine sera considérée comme une « cible légitime » pour l'armée russe, prévient Vladimir Poutine](#)



Les Européens promettent d'offrir à l'Ukraine des « *garanties de sécurité* », afin d'éviter une nouvelle agression russe, en cas de cessation des hostilités. Donald Trump n'y est pas, ou plus, hostile, mais l'ex-magnat de l'immobilier, épaulé par son vice-président, J. D. Vance, a rechigné, jeudi, à s'engager sur la contribution de Washington et son rôle en cas de heurts avec les troupes russes.

Les Etats-Unis sont aux côtés des Européens et de Kiev – « *il n'y a pas de doute* », a assuré M. Macron lors d'une conférence de presse au côté de son homologue ukrainien après l'appel avec la Maison Blanche. En réalité, M. Zelensky et ses alliés européens implorent toujours les Etats-Unis de jouer un rôle militaire décisif afin de stopper les volontés impériales de Vladimir Poutine. « *Pour éviter que Poutine ne recommence la guerre, les garanties de sécurité de l'Europe ne suffisent peut-être pas. Il nous faut une alliance de l'Europe et des Etats-Unis* », admet le président ukrainien, dans un entretien au *Point*, publié le 4 septembre.



Emmanuel Macron et le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avant la réunion de la « coalition des volontaires », à l'Elysée, à Paris, le 4 septembre 2025. KAMIL ZIHNIOLU POUR « LE MONDE »

Emmanuel Macron et la coalition des volontaires, réunis en visioconférence dans la matinée à Paris, avaient le sentiment d'avoir répondu aux exigences américaines formulées quinze jours plus tôt. Le 18 août, lors d'une rencontre à la Maison Blanche avec M. Zelensky, accompagné de M. Macron et de ses homologues allemand, britannique et italien, le président américain avait réclamé un plan concret des actions de défense prévues par les « volontaires ».



Force de réassurance

« *On a fait le job* », s'est félicité, jeudi, une source française. Les pays les plus en pointe pour soutenir Kiev sont « *prêts* », a insisté le président français. Vingt-six capitales, dont Berlin, Varsovie ou Rome, en plus de Paris et Londres, contribueront, sous une forme ou une autre, au déploiement en Ukraine d'une force de réassurance composée de soldats européens, même si de nombreux alliés, comme l'Allemagne et la Pologne, conditionnent leur engagement à l'existence du filet de sécurité américain pour les protéger in fine.

Les Européens veulent avancer dans trois directions. La première des garanties de sécurité offertes à l'Ukraine étant, aux yeux de la coalition, de renforcer l'armée ukrainienne, « *aucune limitation de format ou de capacité* », comme l'exige le Kremlin, n'est acceptée pour les forces armées du pays agressé. « *Nous nous sommes donc mis en capacité d'apporter les moyens d'une régénération de l'armée ukrainienne pour qu'elle puisse non seulement résister à toute nouvelle attaque, mais dissuader la Russie de toute nouvelle agression* », explique M. Macron. Il s'agit, selon la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, de faire de l'Ukraine un « *porc-épic d'acier* », pour s'assurer de l'inviolabilité de son territoire après un cessez-le-feu.

Un deuxième pilier consiste à multiplier les accords d'assistance mutuelle, sur le modèle de l'article 5 de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les autorités ukrainiennes exigeant que ces documents soient le plus contraignants possible sur le plan juridique.

Enfin, le volet le plus délicat politiquement concerne l'envoi de troupes sur le territoire ukrainien, auquel s'ajoutent un déploiement en mer Noire et un appui en matière de défense aérienne et de lutte contre les cyberattaques. « *Nous avons, aujourd'hui, 26 pays qui, formellement, se sont engagés à déployer une force de réassurance* », s'est félicité M. Macron, précisant que « *cette force n'a pas pour volonté ou pour objectif de mener quelque guerre contre la Russie, mais doit garantir la paix et apporter très clairement un signalement stratégique. Elle se déploiera dans le cadre d'un cessez-le-feu, pas sur la ligne de front, mais dans des géographies qui sont en train d'être définies* ».


« Deux pas en avant, un pas en arrière »

Depuis Berlin, Friedrich Merz s'est montré plus mesuré. « *L'Allemagne se prononcera en temps voulu sur un engagement militaire, lorsque les conditions générales auront été clarifiées. Cela concerne notamment la nature et l'ampleur de l'engagement des Etats-Unis ainsi que le résultat d'un processus de négociation. Le Bundestag décidera d'un mandat national* », souligne le gouvernement allemand dans un communiqué. Quant à Giorgia Meloni, elle a martelé que son pays n'enverrait pas de troupes au sol.

« *Comme toujours dans les efforts de médiation pour la paix, c'est deux pas en avant, un pas en arrière* », relativise auprès du Monde le président finlandais, Alexander Stubb, voulant croire au succès de la rencontre de Paris.

Il est vrai que le temps où Volodymyr Zelensky était humilié dans le bureau Oval, à Washington, par Donald Trump et J. D. Vance épousant sans complexe, en février, la rhétorique poutinienne faisant de l'Ukraine le coupable et de la Russie, la victime, a passé. Le dirigeant américain s'agace désormais

ouvertement des manœuvres dilatoires du chef du Kremlin, après le fiasco du sommet d'Anchorage (Alaska), le 15 août.

Lire aussi le récit |  [Guerre en Ukraine : récit d'une folle séquence diplomatique, de Moscou à Washington, en passant par Anchorage](#)



« *Je ne suis pas content* » du nombre de morts provoqués par la guerre en Ukraine, s'est encore plaint le président américain, lors d'un entretien avec son homologue polonais, Karol Nawrocki, mercredi, à la Maison Blanche. Donald Trump, qui rêve du prix Nobel de la paix, veut que cette guerre « *s'arrête maintenant* ». « *Si nous ne sommes pas contents [de la façon dont Poutine se comporte], des choses vont arriver* », a-t-il menacé. Des choses ? Mais lesquelles ?




L'envoyé spécial des Etats-Unis, Steve Witkoff, et Emmanuel Macron, lors de la réunion de la « coalition des volontaires » à l'Elysée à Paris, le 4 septembre 2025. KAMIL ZIHNIOLU POUR « LE MONDE »

Possibles « sanctions additionnelles »

Voilà des mois que l'Union européenne (UE) entend renchérir le coût de la guerre pour la partie russe, espérant que M. Trump appuiera leurs démarches, en vain. Un paquet de sanctions massif, soutenu par le sénateur républicain Lindsey Graham et prévoyant une surtaxe de 500 % sur les importations provenant de pays continuant à acheter des ressources énergétiques ou stratégiques à la Russie (pétrole, gaz...), attend toujours d'être endossé par le président américain. Jeudi, ce dernier a encore

dit qu'il voulait contraindre Vladimir Poutine, qui lui résiste. Mais le milliardaire, qui caresse l'idée de développer les relations commerciales avec la Russie en cas de paix, invite d'abord les Européens à agir.

Visiblement très irrité par Pékin, il leur a demandé avec insistance de « *faire pression sur la Chine sur le plan économique, à cause de son soutien à l'effort de guerre russe* », a dit la Maison Blanche. « *Trump est très mécontent que la Hongrie et la Slovaquie continuent d'acheter du pétrole russe* », a également souligné M. Zelensky. Un embargo sur le pétrole existe au sein de l'UE, mais les deux pays d'Europe centrale, très dépendants des livraisons russes, bénéficient d'une exemption.

Lire aussi |  [Rencontre Trump-Zelensky : la presse internationale souligne une « stratégie de flatterie » envers le président américain mais pointe le manque d'avancées concrètes](#)



Quant au gaz, aucune interdiction d'achat n'a été décidée par les Européens, qui se sont donné jusqu'en 2030 pour mettre un terme à leurs approvisionnements en provenance de Russie. « *Si la Russie continue de refuser les discussions de paix concrètes, (...) alors nous prendrons des sanctions additionnelles en lien avec les Etats-Unis d'Amérique et apporterons des réponses claires à ce refus d'avancer* », a assuré, jeudi, M. Macron, conditionnant, une fois de plus, l'action des Européens à l'attitude des Etats-Unis.

Claire Gatinois et Philippe Ricard

Services *Le Monde*

Découvrir



Phosphore x Le Monde : le
nouvel hebdo numérique
des 14-19 ans

Calculez votre emp
carbone et eau ave
l'Ademe